

Rapport
d'activité de
l'Organe de
contrôle
commun
d'Eurojust

2009

Rapport d'activité 2009
de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust

PREAMBULE	3
1. INTRODUCTION.....	5
2. ADMINISTRATION	5
2.1 Composition de l'OCC	5
2.2 Réunions	6
2.3 Budget et coûts	6
3. L'OCC DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE DECISION EUROJUST	6
3.1 Changements dans la nouvelle Décision Eurojust affectant l'OCC	6
3.2 Nouveau règlement interne de l'OCC	7
3.3 Premières élections	8
4. TRAVAIL DE CONTROLE	8
4.1 Déléguée à la protection des données	8
4.2 Mise en place de la nouvelle Décision Eurojust	9
4.3 Recommandations de l'inspection 2007	10
4.4 Inspection 2009.....	10
4.5 Incident du 7 décembre 2007 impliquant le courrier électronique.....	10
4.6 Opérations de traitement non liées à des dossiers.....	11
4.7 Système de gestion de dossiers	11
4.8 Accès au système d'information des douanes	12
4.9 Accès au Système d'information Schengen	12
5. OPINIONS	12
5.1 Accords de coopération entre Eurojust et des pays tiers	12
5.2 Coopération entre Eurojust et d'autres parties.....	13
5.3 Accord entre Eurojust et Europol.....	13
6. NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES DANS TOUTE L'UE	13
6.1 Traité de Lisbonne	13
6.2 Rôle futur des autorités de contrôle conjointes	14
7. APPELS	14
8. PERSPECTIVES D'AVENIR	14
ANNEXE I PERSONNES DESIGNÉES MEMBRES DE L'ORGANE DE CONTROLE COMMUN.....	16

Préambule

En tant qu'actuelle présidente de l'Organe de contrôle commun (OCC) d'Eurojust, j'ai le plaisir de faire quelques remarques d'introduction sur ce 7ème rapport d'activité de l'OCC pour l'année 2009.

Le présent rapport retrace les réalisations de l'OCC sous la présidence de M. Josef Rakovský de la République tchèque pour la première moitié de l'année 2009 et, depuis juin 2009, le travail de la nouvelle troïka de l'OCC dont le règlement intérieur a modifié le mandat qui, après son élection, siégera non plus six mois mais plus longtemps afin de garantir une meilleure continuité de cet Organe.

Ceci est ma seconde présidence de l'OCC d'Eurojust. J'aimerais souligner l'importance d'une protection efficace des données personnelles dans le domaine de la coopération judiciaire et les progrès réalisés par Eurojust sur les questions de protection des données, que nous devons sans aucun doute à l'engagement de l'OCC et au travail remarquable de la Déléguée à la protection des données.

Les futurs enjeux pour l'OCC seront la mise en œuvre de la nouvelle décision d'Eurojust et du Traité de Lisbonne, qui pourront avoir des conséquences sur la façon dont les services répressifs sont supervisés.

J'aimerais également profiter de cette occasion pour remercier très chaleureusement les anciens membres et les membres actuels de la troïka de l'OCC pour leur contribution au travail de l'Organe, ainsi que le Collège et le personnel d'Eurojust. Je tiens à remercier tout particulièrement Mme Diana Alonso Blas, Déléguée à la protection des données et Mme Fiona Coninx, secrétaire de l'OCC pour l'aide très fortement appréciée qu'elles ont apportée à l'OCC.

Lotty Prussen
Présidente de l'OCC d'Eurojust

Rapport d'activité 2009
de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust

1. Introduction

Ceci est le 7ème rapport annuel de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust (ci-après « l'OCC ») depuis qu'il est devenu opérationnel en mai 2003 et il présente dans les grandes lignes les principales activités réalisées en 2009. Les attributions de l'OCC sont exposées à l'Article 23 de la Décision du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust¹. Organe indépendant, l'OCC, contrôle les activités d'Eurojust pour s'assurer que le traitement des données personnelles est réalisé conformément à la Décision d'Eurojust. Il est également chargé d'entendre les appels interjetés par des individus qui ne sont pas satisfaits de la réponse d'Eurojust à leurs demandes d'exercer leurs droits en tant que personnes.

Le rapport se termine en considérant le futur et en fixant certains objectifs pour les années à venir.

2. Administration

2.1 Composition de l'OCC

L'OCC se compose de vingt-sept membres nommés par chaque État membre dont trois sont des membres permanents (Annexe I).

Au cours de la première moitié de 2009, MM. Josef Rakovský (Président, République tchèque), Hans Frennered (Suède) et Artemí Rallo Lombarte (Espagne) étaient les membres permanents. Mme Marta Aguirre Calzada représenta M. Rallo Lombarte en tant que suppléante au cours de ces réunions.

Conformément au nouveau règlement intérieur, les premières élections ont eu lieu au cours de la séance plénière de juin. Mme Lotty Prussen, en tant que personne désignée comptant le plus d'ancienneté, a été nommée Présidente et MM. Hans Frennered (Suède) et Carlos Campos Lobo (Portugal) ont été élus membres permanents. Les prochaines élections auront lieu à la réunion plénière de juin 2010.

¹ La décision du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la Décision 2002/187/JAI instituant Eurojust en vue de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité.

2.2 Réunions

L'OCC s'est réuni à la Haye à quatre reprises (12 février, 7 avril, 24 septembre et 19 novembre), et la réunion plénière des personnes désignées a eu lieu le 23 juin. Un procès-verbal de chaque réunion a été préparé par le Secrétariat de l'OCC et transmis à toutes les personnes désignées. Depuis septembre, le collège et l'administration d'Eurojust ont reçu un récapitulatif des grands points de ces réunions, ce qui a contribué à accroître la transparence du travail de l'OCC et à renforcer les liens entre Eurojust et l'OCC.

2.3 Budget et coûts

L'OCC a son propre budget d'un montant total de 46,000 €, qui fait partie du budget d'Eurojust et dont 41 143 € ont servi à régler les frais administratifs des réunions et la participation à des réunions externes. Une partie de la somme restante a été transférée à un autre poste budgétaire d'Eurojust au cours de la deuxième partie de l'année et il est prévu que tout l'argent ne serait pas utilisé avant la fin de l'année.

3. L'OCC dans le cadre de la nouvelle Décision Eurojust

3.1 Changements dans la nouvelle Décision Eurojust affectant l'OCC

L'Article 23 de la nouvelle Décision Eurojust, qui souligne le rôle et les attributions de l'OCC a été modifié suite à une proposition écrite de l'OCC qui fut pratiquement insérée intégralement dans le texte final à l'exception d'un point mineur. Alors que la proposition écrite de l'OCC comprenait des détails concernant le régime provisoire pour les élections au cours des deux premières années, le texte final a sagement confié au Règlement intérieur de l'OCC le rôle de traiter ces mesures transitoires spécifiques. A l'exception de ce point législatif, la proposition de l'OCC a été entièrement adoptée dans l'instrument entraînant un changement fondamental dans la composition de l'Organe.

Tandis que jusqu'ici, la composition de la troïka de l'OCC avait été liée à la présidence de l'Union européenne, le nouvel Article 23 prévoit au paragraphe 3 une élection annuelle à la réunion plénière de l'OCC au cours de laquelle un nouveau membre serait choisi parmi les personnes désignées par les États membres pendant une période de trois ans (la durée du mandat à l'OCC a été modifiée au paragraphe 1 de 18 mois de participation à la troïka à trois ans). Le membre dont c'est la troisième année présiderait la troïka. Ce nouveau système devrait permettre une meilleure continuité et expertise dans l'OCC car les membres auront plus de temps pour se familiariser avec le travail d'Eurojust et pour

développer leur expertise dans ce domaine. De plus, étant donné que les futurs membres devront se présenter en tant que candidats et « faire campagne » pour leur élection, ils ne manqueront pas d'être véritablement motivés et prêts à consacrer temps et efforts au travail de l'Organe.

Un nouveau paragraphe 10 a également été inclus à l'Article 23, autorisant le Secrétariat de l'OCC à faire appel à l'expertise du Secrétariat de la protection des données au Conseil. Ce paragraphe, auquel l'OCC a apporté son soutien par le biais d'une lettre au Conseil, constitue une base légale pour la coopération uniquement informelle qui existait jusqu'ici avec ce secrétariat, qui s'était avérée très utile par le passé lors des inspections réalisées en 2005 et 2007. L'introduction de ce paragraphe dans le texte facilitera les arrangements pratiques qu'impliquera une telle coopération, qui jusqu'ici devaient faire l'objet de l'accord de diverses instances liées à ce secrétariat.

Le paragraphe 2(a) de l'Article 27(a) prévoit la supervision par l'OCC des activités des magistrats de liaison détachés par Eurojust auprès de pays tiers, et ces magistrats seront reliés au système de gestion des dossiers (ci-après « CMS »). Mentionner la supervision de l'OCC dans le texte n'était pas à proprement parler nécessaire car, faisant partie d'Eurojust, les magistrats de liaison relèvent automatiquement des règles d'Eurojust, notamment des dispositions relatives à la protection des données et donc de la compétence de la Déléguée à la protection des données (ci-après DPD) et de l'OCC. Cependant, étant donné que ces magistrats seront en principe envoyés en poste à l'étranger, il était utile d'être absolument clair sur ce point.

3.2 Nouveau règlement interne de l'OCC

A l'alinéa 16 du Préambule de la nouvelle Décision Eurojust, il est spécifié que « Les règles concernant l'Organe de contrôle commun devraient faciliter son fonctionnement. » Il était d'ailleurs assez urgent de revoir ces règles afin qu'elles puissent être approuvées à la réunion plénière, en même temps que l'organisation des premières élections, afin d'éviter qu'une année complète s'écoule avant leur application.

L'Acte de l'OCC² a été revu parallèlement aux changements envisagés dans la nouvelle Décision Eurojust. Une première version a été rédigée par les membres permanents et envoyée à toutes les personnes désignées afin qu'elles la lisent avant la réunion plénière. Une version finale a été adoptée à la réunion plénière. Depuis, le règlement interne modifié a été soumis au Conseil de l'Union européenne et une demande

² Acte de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust du 23 juin 2009 (adopté unanimement à la réunion plénière de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust du 20 juin 2009) « l'Acte de l'OCC »

de publication au Journal Officiel a été faite avec traduction dans toutes les langues officielles. Une réponse définitive est attendue du Conseil.

3.3 Premières élections

Les premières élections ont eu lieu à la réunion plénière du 23 juin, sur la base de la proposition initiale écrite soumise par l'OCC au Conseil de l'Union européen qui couvrait la période transitoire. La proposition écrite initiale a été intégrée dans le règlement intérieur révisé de l'OCC :

- 1. Afin de commencer à travailler conformément à la procédure établie à l'Article 23(3) de la Décision Eurojust modifiée, la première réunion plénière des personnes nommées par les États membres conformément à l'Article 23(1) qui aura lieu suite à l'entrée en vigueur de cette Décision organisera des élections pour trois membres. Ces trois membres remplaceront les trois membres de la troïka en poste à cette date.*
- 2. Les personnes désignées qui souhaitent être élues présenteront leur candidature par écrit au Secrétariat de l'Organe de contrôle commun dix jours avant la réunion au cours de laquelle l'élection aura lieu. Les trois candidats qui ont le plus grand nombre de voix pendant l'élection deviendront membres permanents.*
- 3. La personne qui a le plus grand nombre de voix restera membre pendant trois ans et remplira les fonctions de président au cours de la troisième année de son mandat ; la deuxième personne ayant le plus grand nombre de voix restera membre pendant deux ans et sera présidente pendant la deuxième année de son mandat et la troisième personne restera membre pendant un an et sera présidente au cours de l'année en question.*
- 4. Après ces premières élections, des élections auront lieu chaque année conformément aux Articles 3(2) et (3) de ces règles afin de remplacer un membre par an.*

4. Travail de contrôle

4.1 Déléguée à la protection des données

Conformément à l'Article 6(6) de l'Acte de l'OCC, l'OCC était en liaison régulière avec Mme Diana Alonso Blas, la DPD. Elle a tenu l'OCC au courant de toutes les questions et affaires en cours à Eurojust.

L'OCC a été heureux d'apprendre que la DPD organisait des séances d'information régulières sur le traitement des données personnelles pour les titulaires de poste à Eurojust, énonçant les règles en place et les

principes d'application générale et expliquant les droits des individus. En 2009, elle s'est particulièrement concentrée sur des unités et services spécifiques de l'administration à qui des séances d'information sur mesure ont été offertes.

Conformément à l'Article 27(2) des Règles sur le traitement et la protection des données à caractère personnel à Eurojust³, Mme Alonso Blas a effectué une enquête annuelle vers la fin de 2009. Les bureaux nationaux de Bulgarie, Roumanie, Espagne, France et Slovénie ont été interviewés. Pour la deuxième année, la DPD a également interviewé une unité administrative, le Service juridique. De plus le CMS et les pratiques de sécurité d'Eurojust ont également été contrôlées. L'enquête confirma une prise de conscience accrue au sujet de la protection des données personnelles à Eurojust et une amélioration marquée de la conformité aux règles, en particulier en ce qui concerne la révision des limites de temps dans le CMS et les fichiers manuels structurés depuis la dernière enquête. Les résultats de cette enquête constitueront un outil de référence utile pour la prochaine inspection par l'OCC.

4.2 Mise en place de la nouvelle Décision Eurojust

En septembre, l'OCC a eu des discussions au sujet de la mise en place de la nouvelle Décision Eurojust qui entrera en vigueur le 1er janvier 2010, et tout particulièrement au sujet de l'Article 13 qui concerne l'échange d'informations avec les États membres et entre les membres nationaux. Quelques problèmes potentiels de protection des données ont été discutés au sujet des données fournies par les États membres à Eurojust dans le cadre de cet article, car la finalité de ces données diffère de celle des données fournies jusqu'ici à Eurojust dans le contexte d'une demande d'entraide ou de coopération.

L'avis de l'OCC était que le collège d'Eurojust devrait clairement définir les informations fournies aux États membres après la réception de ce nouveau type d'information et devrait s'assurer que ces données sont traitées de façon appropriée dans le CMS.

L'OCC a demandé à participer à d'autres discussions au sujet de l'application de l'Article 13 et à recevoir les réactions du collège sur ce point. Cette question a été incluse à l'ordre du jour de la première réunion de 2010.

³ Règlement intérieur d'Eurojust relatif au traitement et à la protection des données à caractère personnel (texte adopté à l'unanimité par le collège d'Eurojust lors de sa réunion du 21 octobre 2004 et approuvé par le Conseil le 24 février 2005) (2005/C 68/01), J O C 68 19.3.2005 p.1.

4.3 Recommandations de l'inspection 2007

L'OCC a été régulièrement informé des progrès du plan d'action d'Eurojust pour la mise en œuvre des recommandations du rapport d'inspection 2007. La majorité des recommandations avait trait aux politiques telles que le contrôle d'accès et la nécessité d'avoir un journal témoin et quelques-unes avaient trait à des défauts de conformité techniques. L'OCC était satisfait des progrès de la mise en œuvre et était ravi de noter une amélioration par rapport à l'inspection précédente de 2005 qui n'avait pas généré autant d'informations sur les mesures de suivi prises par Eurojust.

4.4 Inspection 2009

Une équipe d'inspection fut constituée à la fin de 2009 avec l'aide du Secrétariat du Conseil de l'Union européenne. M. Carlos Campos Lobo fut nommé en tant que coordinateur. En novembre, trois membres de l'équipe d'inspection ont effectué une première visite consacrée au CMS, en préparation de l'inspection. L'inspection aura lieu du 19 au 21 janvier 2010 et l'enquête portera sur : les mesures prises par Eurojust pour mettre en œuvre les recommandations de l'inspection 2007 ; l'utilisation du CMS et de son contenu ; le fichier de consignation du Système d'information Schengen ; des entretiens avec des membres nationaux concernant les conclusions du CMS et la prise de conscience des obligations vis-à-vis des personnes concernées.

L'OCC a annoncé officiellement la prochaine inspection au Président d'Eurojust en décembre 2009.

4.5 Incident du 7 décembre 2007 impliquant le courrier électronique

Comme il a été signalé l'année dernière, le service de courrier électronique d'Eurojust a été perturbé le 7 décembre 2007, après avoir tenté de résoudre un problème survenu la veille dans le système. Cet incident a fait l'objet d'une enquête de la part de l'OCC en 2008, et un rapport a été présenté à Eurojust. La réponse finale d'Eurojust à l'évaluation de l'OCC sur le déroulement des événements et les mesures à prendre a été présentée par le Directeur administratif intérimaire d'Eurojust, M. Jacques Vos, à la réunion de février 2009. Il présenta les mesures prises par Eurojust sur la base des recommandations de l'OCC afin de rétablir la confiance des utilisateurs dans l'intégrité et l'inviolabilité du système de courrier électronique. Eurojust admit que des erreurs de jugement avaient été faites à l'époque et reconnut les conséquences opérationnelles considérables de cet incident, mais il espérait pouvoir fermer la parenthèse, tirer des enseignements de cette

expérience et suivre les recommandations de l'OCC afin d'être mieux préparé en cas d'incidents futurs.

Il fut décidé de clore cet incident et de recommander qu'il ne se reproduise plus à l'avenir. L'OCC ajouta en conclusion que le problème fondamental dans cet incident était la violation de la vie privée et non pas la perturbation du système de courrier électronique. De plus, il est important que les utilisateurs aient conscience qu'ils sont entièrement responsables de leurs propres messages.

4.6 Opérations de traitement non liées à des dossiers

Lors de sa première réunion dans le cadre de la nouvelle Décision Eurojust, l'OCC a évoqué la question des opérations de traitement non liées à des dossiers. L'OCC a énoncé son intention de ne laisser aucun aspect des opérations de traitement de données d'Eurojust sans surveillance et insista sur le fait que les opérations de traitement qu'elles soient ou non liées à des dossiers relevaient de la compétence de l'OCC. L'OCC nomma M. Carlos Campos Lobo en tant que point de contact pour les questions de protection des données administratives.

4.7 Système de gestion de dossiers

L'OCC a été informé du fait que le nouveau système de gestion de dossiers du Groupe européen contre le crime organisé (EPOC III+) allait bientôt devenir opérationnel à Eurojust. Le logiciel EPOC a été utilisé en tant que CMS par Eurojust depuis octobre 2004 et facilite le stockage sécurisé des données personnelles relatives aux dossiers et le partage d'informations parmi les membres nationaux. De plus, le CMS se conforme aux règles de protection des données d'Eurojust. Au départ, le CMS a été développé dans le contexte de trois projets financés par l'UE, EPOC I, II et III, réalisés entre 2002 et 2008. Au cours du projet EPOC II, on se rendit compte que des modifications considérables devaient être apportées au logiciel afin de satisfaire les exigences du cadre légal et des processus commerciaux d'Eurojust. Le projet EPOC III+ fut donc lancé pour fournir à tout le personnel d'Eurojust chargé du traitement des dossiers un outil logiciel qui les aiderait autant que possible dans leur travail quotidien. Le nouveau système EPOC III+ a solutionné l'un des principaux problèmes, sa convivialité. On peut maintenant y accéder directement depuis le réseau administratif et les documents peuvent être directement téléchargés dans le CMS. L'OCC a salué ces améliorations qui encouragent les utilisateurs à saisir les informations dans le système.

4.8 Accès au système d'information des douanes

En ce qui concerne l'accès planifié d'Eurojust au Système d'information des douanes (ci-après « SID »), l'OCC fut informé du fait que les types de données personnelles contenus dans le SID seraient couverts par l'Article 15 de la décision Eurojust. L'obligation faite à Eurojust de maintenir un enregistrement de transmission et de réception serait satisfaite par le fait qu'Eurojust a actuellement la possibilité pratique d'accéder à un tel fichier de consignation, géré de façon centralisée par le comité du SID, bien qu'Eurojust soit capable de créer son propre enregistrement.

L'OCC a confirmé que cette pratique semblait acceptable étant donné les sécurités en place. Cependant, des déclarations officielles des types de données accessibles à Eurojust, ainsi que la configuration des fichiers de consignation, devraient être fournis par Eurojust.

4.9 Accès au Système d'information Schengen

La prochaine inspection se penchera tout particulièrement sur le fichier de consignation du Système d'information Schengen.

5. Opinions

5.1 Accords de coopération entre Eurojust et des pays tiers

Conformément à l'Article 26(a) de la Décision Eurojust, l'OCC a été tenu au courant de toutes les négociations avec les pays tiers. Les pays figurant sur cette liste prioritaire étaient entre autres : L'Albanie, la Bosnie Herzégovine, le Cap Vert, Israël, le Liechtenstein, la Moldavie, le Monténégro, la Fédération de Russie, la Serbie et l'Ukraine.

En ce qui concerne la Fédération de Russie, l'OCC a émis l'avis qu'Eurojust devrait maintenir le même niveau de protection des données personnelles que pour tout autre pays tiers ; les mêmes normes de protection des données que celles qui sont exprimées dans les instruments du Conseil de l'Europe devraient être respectées et une surveillance indépendante suffisante devrait être assurée. Compte tenu du Programme de Stockholm visant à améliorer la coopération dans les domaines de la liberté, la sécurité et la justice⁴, étant donné les difficultés auxquelles sont également confrontées d'autres organisations comme Europol en ce qui concerne le manque de protection adéquate

⁴ Le Programme de Stockholm – un espace européen ouvert et sécurisé qui dessert et protège les citoyens, 5731/10, CO EUR-PREP 2, JAI 81, POLGEN 8.

des données personnelles dans la Fédération de Russie, il a été suggéré qu'Eurojust explore la possibilité de conclure un accord sans l'échange de données personnelles dans l'immédiat, tout en poursuivant ses discussions au sujet de la protection des données pour l'avenir. Il fut également suggéré que les OCC d'Europol et d'Eurojust échangent davantage d'informations à l'avenir sur ces questions.

5.2 Coopération entre Eurojust et d'autres parties

Un protocole d'accord entre Eurojust et le Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale (Iber-RED), un réseau de points de contact en matière judiciaire sud-américains, espagnols et portugais, a été signé le 4 mai 2009. L'OCC a été informé de la signature de ce protocole d'accord mais n'a pas été invité à donner un avis étant donné qu'aucun échange de données personnelles n'est prévu.

5.3 Accord entre Eurojust et Europol

Au cours de la négociation qui a finalement conduit à la signature d'un accord entre Eurojust et Europol le 1er octobre 2009, l'OCC et Europol ont fait part de certaines préoccupations concernant la base juridique d'un échange de données entre Eurojust et Europol. Il a été possible d'apaiser ces craintes en basant l'accord sur la nouvelle Décision Europol, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2010, et en fixant la date d'entrée en vigueur de l'accord entre Eurojust et Europol le même jour.

Les contacts entre les OCC d'Eurojust et d'Europol se sont intensifiés au cours de 2009. M. Peter Michael du Secrétariat de la protection des données du Conseil de l'Union européenne, également secrétaire de l'OCC d'Europol a régulièrement participé aux réunions et a fourni des informations et des réflexions sur des questions clés pour les deux OCC, qui ont été accueillies positivement par les membres.

6. Nouveaux développements en matière de protection des données dans toute l'UE

6.1 Traité de Lisbonne

L'OCC a expliqué les conséquences des changements qui seront engendrés par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne (Article 16) et son impact pour les autorités de contrôle. Ce sujet fera l'objet d'autres discussions en 2010.

6.2 Rôle futur des autorités de contrôle conjointes

Outre le Traité de Lisbonne, d'autres instruments nouveaux entreront en vigueur en 2010 comme la Décision cadre du Conseil relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale⁵ et la nouvelle Décision Europol. Une étude du cadre de protection des données existant sera effectuée, au vu de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et du Programme de Stockholm. Compte tenu de cette nouvelle législation, l'OCC a réfléchi à la forme que prendra le contrôle à l'avenir.

Le Président de l'OCC Josef Rakovský, et son assistant Milan Žondra, ont eu l'occasion de participer à une réunion avec l'OCC d'Europol à Bruxelles en juin. La réunion a été l'occasion de partager des expériences sur le contrôle de l'échange de données personnelles avec Europol par les autorités de protection des données d'États tiers et d'institutions.

Au nom du Président de l'OCC, M. Carlos Campos Lobo a également participé à une réunion à laquelle assistaient les OCC d'Europol, du Système d'information de Schengen et du Système d'information des douanes à Bruxelles, en décembre, au sujet du rôle des autorités de contrôle dans l'avenir. La conclusion de cette réunion était que les OCC continueraient à jouer un rôle important dans l'avenir.

7. Appels

Aucun appel n'a été porté devant l'OCC en 2009.

8. Perspectives d'avenir

L'OCC a présenté un programme de travail couvrant la période de 2009 à 2012 au Président d'Eurojust, M. José Luís Lopes da Mota, qui met en exergue les domaines d'activités à long terme suivants sur lesquels l'OCC compte se concentrer :

- mise à jour adéquate par Eurojust de la Décision Eurojust révisée, et plus particulièrement en ce qui concerne le développement du CMS et le flux accru d'informations dans le cadre de l'Article 13 de la nouvelle Décision ;

⁵ Décision cadre du Conseil 2008/977/JAI du 27 novembre 2008 sur la protection des données à caractère personnel dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, JO L 350, 30.12.2008, p. 60.

- bonne conformité aux règles de protection des données concernant les opérations liées à un dossier ;
- suivi régulier pour décider si l'Article 21(2) de la Décision instaurant Eurojust est applicable ;
- pratiques de sécurité ;
- droits des individus, en garantissant le cas échéant une coordination appropriée avec les autorités nationales dont les données sont normalement obtenues ;
- niveau approprié de protection des données garanti dans les accords de coopération avec les pays tiers/tierces parties et suivi approprié de la mise en œuvre de dispositions de protection des données prévues dans des accords existants ;
- bonne conformité aux règles de protection des données concernant les opérations non-liées à un dossier ;
- suivi approprié de toutes recommandations faites par Eurojust.

M. Lopes da Mota a accueilli favorablement cette initiative qui fournissait une base pour un bon partenariat et une bonne coopération entre Eurojust et l'OCC et aidera Eurojust à définir ses prochaines priorités.

L'OCC prévoit de demander l'accréditation en tant que membre de la Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée en 2010.

L'OCC se réunira en 2010 aux dates suivantes : 22 avril, 17 juin (plénière), 14 octobre et 9 décembre.

Annexe I Personnes désignées membres de l'Organe de contrôle commun

Pays	Membre	Date de la nomination
Bulgarie	Mme Pavlina PANOVA	04/07/2007
Belgique	Mme Nicole LEPOIVRE	09/01/2003
République tchèque	M. Josef RAKOVSKÝ	14/04/2004
Danemark	M. Jakob LUNDSAGER	05/04/2009
Allemagne	M. Bertram SCHMITT	23/06/2009
Estonie	M. Pavel GONTSHAROV	25/10/2004
Grèce	M. Ioannis MAGGINAS	04/06/2009
Espagne	M. Artemi RALLO LOMBARTE	27/02/2007
France	M. Frédéric BAAB	11/06/2009
Irlande	M. Billy HAWKES	06/07/2005
Italie	M. Alfonso PAPA	06/02/2003
Chypre	Mme Goulla FRANGO	23/07/2008
Lettonie	Mme Zane PĒTERSONE	27/09/2004
Lituanie	M. Egidijus BIELIŪNAS	08/12/2004
Luxembourg	Mme Lotty PRUSSEN	06/05/2002
Hongrie	M. Tibor KATONA	23/06/2008
Malte	M. Joseph EBEJER	30/03/2009
Pays-Bas	Mme Jannette BEUVING	01/01/2007
Autriche	M. Gustav MAIER	26/08/2002

Rapport d'activité 2009
de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust

Pologne	M. Dariusz ŁUBOWSKI	26/05/2004
Portugal	M. Carlos CAMPOS LOBO	01/04/2006
Roumanie	Mme Laura-Marina ANDREI	01/10/2007
Slovénie	M. Rajko PIRNAT	23/03/2005
République slovaque	Mme Renáta JANÁKOVÁ	31/07/2008
Finlande	Mme Anne HEIMOLA	01/01/2008
Suède	M. Hans FRENNERED	01/07/2002
Royaume-Uni	M. Christopher GRAHAM	12/08/2009

Personnes désignées qui ont quitté leurs fonctions en 2009

Pays	Membre	Dates de mandat
Royaume-Uni	M. Richard THOMAS	03/02/2003- 12/08/2009
République slovaque	M. Ladislav DUDITŠ	24/04/2004- 31/07/2008
France	M. Didier GASSE	25/03/2004- 11/06/2009
Allemagne	M. Klaus TOLKSDORF	10/07/2002- 23/06/2009
Danemark	Mme Lena ANDERSEN	19/09/2002- 05/04/2009
Grèce	M. Gerasimos FOURLANOS	21/05/2002- 03/06/2009